

Sarkozy, l'identitaire national

Le 10 novembre dernier, le président Sarkozy remettait la Légion d'honneur à Dany Boon. Qui n'est pas revenu des propos présidentiels où pêle-mêle sa majesté élyséenne a ironisé sur l'ascendance kabyles de Dany Boon : « Ça ne commençait pas terrible, faut bien reconnaître les choses ». Avant de moquer le « joli nom » de Dany Boon, Daniel Hamidou pour l'état civil : « Ça s'aggravait de plus en plus... Allez faire une carrière avec ça. » Et de définir pédagogiquement ce qu'est une belle réussite : « On n'a pas besoin de faire le faux intellectuel, on n'a pas besoin de cracher dans la soupe, on n'a pas besoin d'appartenir à un courant de pensée soi-disant obligatoire, (...) on n'a pas besoin de la ramener. » Une charge évidente contre la lauréate du Goncourt 2009, Marie NDiaye, qui a osé critiquer vertement le sarkozisme, « son atmosphère de flicage et de vulgarité ».

Dérapages ? Oui, mais comme toujours soigneusement contrôlés. M. Sarkozy est en campagne – les régionales approchent. Et ces outrances présidentielles, pour vulgaires qu'elles soient, s'inscrivent clairement dans cette tactique dont il use et abuse à la veille de chaque scrutin : rassembler toute la droite jusqu'à son extrême, en jouant de la carte populiste et faussement proche du peuple. D'où, les déclarations à l'emporte-pièce d'Hortefeux sur les Arabes, la chasse aux sans-papiers, la criminalisation du mouvement social, l'opération sur « l'identité nationale » parrainée par M. Besson ...

Le président peut compter sur quelques séides pour en remettre. Comme le député UMP Eric Raoult qui a osé appeler Marie Ndiaye au « devoir de réserve dû aux lauréats du prix Goncourt « (...) prix littéraire français le plus prestigieux » en l'accusant de manquer de respect aux « ministres de la République et plus encore au chef de l'Etat et aux institutions ». A la France quoi, avec laquelle Sarko se confond si volontiers.

Haine de soi ?

Un apparatchik de la droite – adepte du couvre-feu et de l'état d'urgence en Seine-Saint-Denis, qui milite pour le rétablissement de la peine de mort – a ainsi pu s'en prendre à un fondement de la démocratie en exigeant un devoir de réserve des créateurs sans que son camp n'y trouve à redire. Pas plus que Frédéric Mitterrand, le frais émoulu ministre de la Culture qui s'en est lavé les mains façon Ponce-Pilate, estimant cette affaire « anecdotique et dérisoire ».

Et pourtant. M. Raoult n'a-t-il pas tenu ces propos éloquentes pour « étayer » sa mise en demeure à Mme Ndiaye: « Nous lui avons accordé (sic) le prix Goncourt parce qu'elle a du talent » ? Hélas, semble-t-il penser. Dans le Monde, l'écrivain Christian Salmon, ancien directeur du Parlement international des écrivains, s'est vigoureusement insurgé : qui est ce « nous » ? « Nous, les Blancs ? Nous, la droite ? Nous, l'Occident ? Ce « nous » menacé par la haine de soi » ? Avant de passer longuement en revue ces faits « monstrueux » qui décrivent le sarkozisme : « reconduire manu militari des Afghans dans leurs pays en guerre, traquer des enfants sans papiers dans les écoles maternelles, criminaliser ceux qui prennent leur défense ; monstrueuse la législation sur les malades mentaux, la responsabilité pénale des mineurs, le tout-sécuritaire, les tentatives réitérées de fichage de la population, la traque des délinquants dès le plus jeune âge, la criminalisation des banlieues, la culpabilisation des chômeurs, la sanctuarisation du profit¹ ».

La « haine de soi » ? Ces mots ont le label présidentiel, proférés le 12 novembre à La Chapelle-en-Vercors. Un discours qui, curieusement, n'a guère fait de vagues – bien qu'il donne une vision inquiétante de la République française. « La République, c'est l'autorité de l'État, l'égalité des chances, le mérite, le travail » a lancé Sarkozy avec des accents vichystes. Le président a présenté les 35 heures comme une « erreur tragique » entérinant le « renoncement à la valeur du travail ». Chômeurs et autres « assistés » ont donc été violemment pris pour cible, dans le même temps, par le chef de l'État, qui entend opposer « celui qui fait son travail » et « celui qui ne fait rien ». Avant d'exalter « l'Ancien Régime » en vilipendant « l'expérience sanglante de la Terreur » et en glorifiant « le rêve capétien réalisé » de l'unité de la France. Après une envolée antilaïque – il n'y a « pas un seul libre

¹ « Menaces sur la démocratie ». Le Monde du 14 novembre 2009.

penseur, pas un franc-maçon, pas un athée qui ne se sente, au fond de lui, héritier de la chrétienté », il a décrété : « Être français est un honneur, il nous appartient à tous de le mériter. » Paraphrase d'un slogan du FN.

Offensive idéologique

Ce discours a d'évidentes visées idéologiques, que le Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire décryptait déjà, à la veille de l'élection présidentielle de 2007 : « Nicolas Sarkozy utilise l'histoire dans un double but : produire un nouveau rêve national qui brouille toutes les analyses et toutes les convictions ; détourner l'attention de son programme réel que l'on peut qualifier de national-libéral et dont les premières victimes seront les cibles directes de ses discours de récupération. » Et (re)capter les voix de l'extrême droite. « Pour l'instant, le FN, qui n'a recueilli que 6 % des voix aux élections européennes, est toujours en très mauvaise forme », analyse Nonna Mayer, du Centre de recherche politique de sciences politiques à Paris. Mais le débat sur « l'identité nationale » servirait surtout, dans un climat de profonde crise sociale et économique, à masquer les conséquences désastreuses des politiques ultralibérales. Mystification donc qui recourt tout naturellement à la stigmatisation des traditionnels boucs émissaires, ces musulmans qui menacent « les valeurs républicaines » et ces immigrés sommés de « s'intégrer », de « s'assimiler » et de « respecter la France ».

« L'idée selon laquelle les étrangers doivent être triés, faire leurs preuves, intégrer des symboles et des traditions pour mériter d'être français est empruntée à l'extrême droite », explique ainsi l'anthropologue Régis Meyran, auteur d'un livre intitulé le Mythe de l'identité nationale.

L'affaire n'est pas neuve. Dans l'hebdomadaire Marianne, le journaliste Edwy Plenel rappelait ainsi ces propos inquiets de Claude Lévi-Strauss en 2005 : « J'ai connu une époque où l'identité nationale était le seul principe concevable des relations entre les Etats. On sait quels désastres en résultèrent². »

L'ethnosociologue Alain Hayot, délégué national du PCF à la culture, va plus loin et estime que le combat idéologique engagé par Nicolas Sarkozy autour de l'identité nationale ne peut être réduit à une simple manœuvre électorale : « Au-delà de la conjoncture actuelle il y a la volonté de donner de l'ampleur à l'objectif qu'il s'était fixé dès sa prise de pouvoir au sein de l'UMP : rassembler toutes les sensibilités de la droite française autour d'un projet qui refonderait, dans les conditions nouvelles de la mondialisation capitaliste, son efficacité sociale, idéologique et politique. » Il s'agirait de « rassembler sur la longue durée une majorité de notre peuple, particulièrement ses catégories populaires, autour des valeurs historiquement les plus conservatrices de la droite nationale (...) Face à une aggravation brutale des effets sociaux de la crise du capitalisme mondialisé qu'ils savent inéluctable, les tenants du système sont aujourd'hui convaincus que la poursuite de cette domination passe par la reconquête d'une hégémonie culturelle et idéologique qui tente de refonder les termes d'un nouveau pacte national et social³. »

Monarchisme républicain

Il suffit pour s'en convaincre de lire ou écouter M. Sarkozy lui-même, lui qui, durant la campagne présidentielle n'a eu de cesse d'en appeler aux mânes « jaurésiennes » et aux figures historiques de la gauche pour travestir à sa manière les grands thèmes républicains. « J'ai fait mienne l'analyse de Gramsci (intellectuel et dirigeant communiste italien emprisonné par Mussolini. Ndlr), disait à l'époque le candidat en campagne, le pouvoir se gagne par les idées. » Et il poursuivait : « C'est la première fois qu'un homme politique de droite assume cette bataille-là (...) J'engage la bataille idéologique. Depuis 2002, j'ai engagé un combat pour la maîtrise du débat d'idées. » Sans pudeur et sans tabous, comme il aime tant à la répéter.

C'est que pour lui, tous les moyens sont bons et ceux qui ne lui dressent pas des couronnes de lauriers des ennemis ou des traîtres à mettre au pas. D'autant que les sondages l'estiment l'icône dans sa conquête du soleil. Les cohortes de mécontents viennent, comme de grosses et méchantes vagues, contester son bonapartisme

² « Pour la pluralité nationale ». Marianne, semaine du 7 au 13 novembre 2009

³ « Derrière la manœuvre électorale, la conquête d'une hégémonie ». L'Humanité, le 13 novembre 2009.

ultralibéral et s'offusquent de son outrecuidance. Comme quand il veut offrir une seigneurie au prince Jean, son fils. Bel abus de pouvoir, de monarchisme « républicain ». Alors que l'ascenseur social dévale sur ses rails, Nicolas Ier s'était mis en tête de confier à son (très) jeune gamin chéri la présidence de l'Epad, l'organisme public qui gère le développement de la Défense, le premier quartier d'affaires européen. Tollé parmi celles et ceux « d'en bas », ces sujets qui ont fait savoir leur courroux à l'autiste en chef en inondant les rédactions de mails furieux. L'entreprise a fait faillite, un échec cuisant pour le chef de l'État, trahi par son arrogance, qui croyait pouvoir s'affranchir de la morale républicaine et a dû renoncer au piston pour le fiston.

Les ténors de la droite n'en sont pas sortis grandis, eux qui, après avoir vanté la « légitimité » de l'héritier, ont chanté le renoncement de la famille régnante comme la démonstration de la « maturité » de Jean Sarkozy.

La faute à la presse

Il fallait bien trouver des coupables. M. Sarkozy, furibard, a dénoncé « une véritable campagne de manipulation et de désinformation », cette « boue médiatique » dans laquelle se complairaient les journalistes hexagonaux. Pourtant, cette affaire, dépeinte comme une farce par la presse internationale, (Il est vrai que celle-ci n'en finit pas de glousser avec l'infatigable qui, à l'en croire a démantelé le mur de Berlin...plusieurs heures avant qu'il ne s'ouvre. « Sarkozy avait deviné (sa) chute » a ironisé la presse allemande) n'a guère été dénoncée à son début que par ce qu'il reste des titres d'opposition, la plupart des groupes de presse étant gérés par des amis de Sarko. Dame, « en vertu d'une récente modification des règles, c'est le gouvernement, et non une instance autonome, qui choisit les dirigeants des médias publics (...) Les nominations qui ont suivi cette décision ont été perçues comme liées à des intérêts personnels. Vont dans le même sens les intimidations subies par divers journalistes : un rédacteur de Libération est placé en garde à vue et subit des fouilles humiliantes pour une affaire de diffamation, un journaliste du Monde l'est à son tour parce qu'il couvre une manifestation considérée comme indésirable⁴ »

La plèbe mécontente, des journaliste qui décollent le doigt de la couture du pantalon ? Là, où la sarkozie montre toute l'étendue de son inventivité, c'est quand elle offre clé sur porte des sondages pour manipuler l'opinion. La vénérable Cour des comptes s'est offusquée des coûts de cette opération façon docteur Coué. Une partie de la presse s'est posé des questions sur les dessous financiers de cette manipulation. Le PS a demandé une commission d'enquête parlementaire... et le président de l'Assemblée nationale (UMP) a donné son feu vert malgré les directives venues « d'en haut ». Sarko a failli s'étrangler. « Je suis le plus transparent. Je rembourse toutes mes dépenses personnelles. Jusqu'au tube de dentifrice qui était dans l'avion. » A ce propos, l'Assemblée nationale a budgété 185 millions d'euros pour le futur aéroplane (de luxe) présidentiel. « Un choix raisonnable et à l'honneur de la France » a-t-on considéré parmi les proches.

Coup de vent

Un coup de froid sur l'Élysée ? Certains dans la majorité parlent de « cacophonie » : « on paie le prix d'une méthode de gouvernement faite de postures et d'annonces où tout est fait dans la précipitation. » « C'est rare de faire autant de conneries dans une séquence aussi resserrée » a tempêté un élu de base. Un vent inquiet s'est mis à souffler sur la majorité divisée sur l'affaire Jean Sarkozy, les désaccords au sujet de la réforme de la taxe professionnelle (voir ci-dessous) ont contribué à semer le trouble parmi des troupes qui vont se jauger aux régionales. Sarkozy a passé pas mal de temps à remonter des armoires de bretelles.

Pour autant, derrière cet étalage d'états d'âme, le bulldozer ultralibéral poursuit son travail de démolition : diminution du remboursement d'une série de médicaments, fiscalisation des victimes d'accidents du travail, fragilisation de l'enseignement, casse des services publics, les hôpitaux malmenés... Mais pas question de toucher aux parachutes dorés quand se multiplient les cadeaux aux entreprises et aux couches les plus riches. Ni aux privilèges présidentiels.

⁴ « Menaces sur la démocratie ». Le Monde du 14 novembre 2009.

La colère grandit ? Le monarque ne s'en fait pas trop. Il scrute avec délectation les heurs et malheurs du principal parti de l'opposition. Tant que le PS cultive l'art de se tirer des balles dans le pied...

Sarkozeries

Alain Juppé et Michel Rocard ensemble pour remettre au président de la République les conclusions de la commission qu'ils présidaient sur l'utilisation du « grand emprunt » sensé aider à sortir de la crise : deux anciens premiers ministres, l'un de droite, l'autre socialiste, comme si l'emprunt en question n'avait rien de politique. C'est dans l'intérêt commun, cela fait consensus. Quel montant, pour quoi faire ? Ce sera 35 millions, empruntés sur les marchés financiers. Conséquence : les Français devront tôt ou tard rembourser le coût de l'emprunt par l'impôt. Le contenu même pose problème bien qu'il reste assez flou. Recherche et université oui, mais avec des pôles d'excellence et des universités. Cela pendant que les suppressions de postes continuent.

Une relance de la croissance en rompant avec la logique la crise ? Où s'agit-il de remettre de l'huile dans la machine à profits, en endettant le pays ?

Malgré l'opposition des élus, Nicolas Sarkozy veut imposer une réforme des institutions territoriales. Il a réussi le tour de force de fédérer des hommes et des femmes aux engagements politiques divers et parfois opposés. L'Élysée spéculait quelques efforts de communication pour faire tomber la fièvre. Raté. La suppression de la taxe professionnelle (TP) ? Le manque à gagner pour les communes serait compensé « au centime près », affirmait le chef de l'État lui-même contre tout calcul sérieux. La réduction du nombre des élus - en 2014, on n'élira plus 6 000 conseillers régionaux et départementaux, mais 3 000 conseillers territoriaux qui siégeront à la fois dans les départements et les régions - présentée sous l'angle de la nécessité de s'attaquer au « millefeuille administratif » ? Le pouvoir pensait pouvoir surfer sur un désamour supposé entre le peuple et les élus, sur la crise de la politique. Visiblement sans succès.

Le chef de l'État a commis une double erreur d'appréciation. D'abord, 63 % des Français, estiment que les collectivités locales sont plus performantes que l'État dans la mise en place de services publics efficaces. Ensuite, la suppression de la TP apparaît comme un nouveau cadeau au patronat, survenant un an après le renflouement des banques et l'instauration du bouclier fiscal.

Pour les maires de France à Sarkozy réunis en congrès, les deux réformes « ne sont pas acceptables ». « La taxe professionnelle risque de se traduire à terme par un transfert de la charge fiscale locale des entreprises vers les ménages ».